



**PREFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 01-2022AI DU 14 JANVIER 2022
autorisant le changement d'exploitant
du centre de tri/transit/regroupement et broyage
de déchets de bois implanté au lieu-dit "Coat Ar Guéveur" à MILIZAC-GUIPRONVEL
au bénéfice de la société SEDE ENVIRONNEMENT

LE PREFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.516-1, L.541-22, R.181-45, R.181-47, R.511-9, R.515-37, R. 515-38, R.516-1, R.516-2 et R.543-3 à R.543-15 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article L.516-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2021AI du 05 novembre 2021 autorisant la société GEVAL à exploiter un centre de tri/transit/regroupement et broyage de déchets de bois au lieu-dit "Coat Ar Guéveur" à MILIZAC-GUIPRONVEL ;
- VU** le dossier de demande de changement d'exploitant transmis par lettre du 26 novembre 2021 par la société SEDE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 1 rue de la Fontainerie à ARRAS (62000), faisant état d'une reprise des activités du centre de tri/transit/regroupement et broyage de déchets de bois de Coat Ar Guéveur à MILIZAC-GUIPRONVEL à compter du 24 novembre 2021 ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées de la DREAL en date du 16 décembre 2021 ;
- VU** le projet d'arrêté autorisant le changement d'exploitant sollicité porté à la connaissance de la société SEDE ENVIRONNEMENT le 30 décembre 2021 ;
- VU** la lettre de la société SEDE ENVIRONNEMENT du 03 janvier 2022 par lequel elle précise ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDERANT que la société SEDE ENVIRONNEMENT a justifié de ses capacités techniques et financières ;

CONSIDERANT que le montant des garanties financières précédemment calculé par la société GEVAL n'est pas modifié par la société SEDE ENVIRONNEMENT ;

CONSIDERANT que, comme prévu par l'article L.516-1 du code de l'environnement, ce montant étant inférieur à 100 000 €, la société SEDE ENVIRONNEMENT n'est pas tenue de constituer les garanties financières ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations classées mentionnées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 29-2021AI du 05 novembre 2021 susvisé, au bénéfice de la société SEDE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 1 rue de la Fontainerie à ARRAS (62000), est autorisé. Les installations concernées sont situées sur le territoire de la commune de MILIZAC-GUIPRONVEL, au lieu-dit "Coat Ar Guéveur".

ARTICLE 2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et l'inspection de l'environnement spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SEDE ENVIRONNEMENT.

QUIMPER, le 14 JAN. 2022

Pour le préfet,
le secrétaire général,


Christophe MARX

DESTINATAIRES :

- M. le sous-préfet de BREST
- M. le maire de MILIZAC-GUIPRONVEL
- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées - DREAL, UD29
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - SPPR/DRC
- M. le directeur de la société SEDE ENVIRONNEMENT

